

Echange sur la souveraineté européenne entre le Président de la République et le Premier ministre grec Kyriákos Mitsotákis.

Journaliste

Monsieur le Président, c'est un plaisir de vous accueillir ici. Monsieur le Premier ministre, c'est un plaisir de vous voir ici. Monsieur le Président, vous le savez peut-être, dans ce pays, nous sommes rarement d'accord les uns avec les autres, mais bon, c'est quelque chose que l'on retrouve également ailleurs. Mais, en revanche, là où nous sommes d'accord, de manière générale, c'est la vision que nous avons de l'Europe. Nous sommes d'accord sur le fait que nous avons des défis à relever, et puis nous voudrions vous remercier, car vous avez toujours été un ami de la Grèce, et nous vous en remercions. Alors, il y a énormément de prédictions très sombres pour l'avenir de l'Europe. Je voudrais savoir, est-ce que vous avez le sentiment que l'Europe n'est plus tout à fait pertinente aujourd'hui avec tout ce qui se passe ? Est-ce que vous avez le sentiment que nous sommes devenus une espèce de creuset de réflexion, une espèce d'ONG anonyme ?

Emmanuel MACRON

Alors merci, merci beaucoup. Merci de vos paroles et merci de votre accueil. Merci, M. Le Premier ministre, cher Kyriákos. Merci de votre invitation, de me donner l'occasion d'être ici aujourd'hui.

Eh bien, je dois vous dire que je pense exactement le contraire. Je pense que c'est ce moment pour être, justement, le moment de l'Europe et à plusieurs égards. Tout d'abord, tous, dans ce monde, voient clairement que nous sommes dans un monde de désordre. Deuxième élément, tout le monde voit que la puissance numéro un, les États-Unis, pourrait être un allié pour certains pays, mais cet allié n'est plus tout à fait stable. C'est quelque chose qui compte. Lorsque nous avons des partenaires, nous sommes vraiment à leur côté.

D'ailleurs, la Grèce et la France, ces derniers mois, nous avons agi de concert dès le premier moment, dès les premières attaques de l'Iran. Nous nous sommes vus hier et nous avons dit que la Grèce, la France étaient justement reconnus, félicités par les autres pays de l'Union européenne parce que nous avons notre système de protection aérienne, nous avons nos rafales, nous avons de nouveaux systèmes de dernière génération et nous avons contribué concrètement, dès les premiers instants, à leur défense. Et je pense que ça, c'est quelque chose qu'il ne faut pas sous-estimer. Nous sommes prévisibles, nous sommes fiables. Et puis surtout, lorsque vous prenez l'image globale, l'Europe, lorsqu'on peut mutualiser toutes nos capacités, l'Europe représente une capacité de défense énorme. Elle est un acteur qui compte pour une part immense du commerce international.

Nous sommes aussi une plateforme financière extrêmement importante. Et d'ailleurs, nous sommes en train d'améliorer les rapports entre la France et la Grèce ces derniers mois avec la fusion sur la plateforme d'Euronext. Si l'on prend les différents domaines, les différentes catégories, eh bien, nous y sommes maintenant. Ce que nous devons encore faire, c'est devenir une vraie grande puissance, donc utiliser notre poids dans l'ordre mondial, nous faire respecter beaucoup plus que ce qui est le cas aujourd'hui, et contribuer à des solutions réelles. Il ne s'agit pas simplement d'être un acteur, un négociateur d'accords. Non, nous devons imposer certaines conditions, protéger notre industrie, et nous devons être perçus comme un partenaire crédible à long terme. Et je dois vous dire que là où nous sommes en ce moment, c'est le moment qui est la chance pour l'Union européenne. C'est maintenant que l'Union européenne peut être perçue comme un partenaire prévisible et fiable.

Journaliste

Merci. Merci, Monsieur le Président. Monsieur le Premier ministre, partagez-vous cette opinion ? Et puis également, pour être une grande puissance, il faut aussi avoir une économie très forte. Et lorsque l'on voit les chiffres, il y a tout de même des éléments inquiétants en termes de PIB, de technologie. Il y a une différence assez importante entre les États-Unis et l'Europe. Est-ce que l'Europe le fait suffisamment pour justement rattraper son retard ?

[Intervention de M. Kyriákos MITSOTAKIS]

Journaliste

Et est-ce que nous nous estimons qu'il s'agit d'une espèce de sur-réglementateur, sur-législateur ? Comment est-ce que l'on pourrait trouver un équilibre ?

Emmanuel MACRON

Eh bien, c'est justement cela, le défi. Je pense que nous avons sur-réglementé certains secteurs. Oui, comme Kyriákos a dit, il est clair que nous avons des défis devant nous, et il s'agit effectivement de mener à bien une simplification, une simplification d'échelle pour le marché unique, par exemple. Alors, il est clair que nous sommes trop lents.

La simplification, oui, nous devons retirer toutes les entraves que nous nous sommes parfois mises nous-mêmes. Nous avons encore trop de réglementations nationales, nous devons améliorer cela. Et c'est justement l'une des conclusions du rapport Draghi et du rapport Letta. Ce dont nous avons parlé avec la Commission l'an dernier, il y a ce paquet Omnibus. D'ailleurs, nous sommes nombreux à faire exactement le même exercice au niveau national, mais cela ne suffit pas. Cela ne suffit pas, car on peut aussi avoir une réglementation intelligente, et je voudrais insister là-dessus. Il nous faut une réglementation qui, parfois, va préserver notre industrie, notre capacité de production.

La Chine et les États-Unis disposent de réglementations, mais cette réglementation favorise les acteurs nationaux. La plupart du temps, nos réglementations représentent un poids sur les acteurs européens et nous sommes un peu trop naïfs vis-à-vis des autres. Nous devons préserver un terrain de jeu égalitaire, mais il faut bien entendu que ceux qui veulent travailler au sein de l'Union européenne, eh bien, vont être soumis aux mêmes conditions. Or, ce n'est pas toujours le cas. Voilà pourquoi nous, nous prônons ce concept de préférence européenne. Si l'on veut vraiment aller de l'avant avec ce programme, eh bien, nous devons être lucides et nous devons voir les choses en face.

L'un des défis de l'industrie aujourd'hui, cela concerne la Chine. La Chine, aujourd'hui, est en surcapacité. Elle a des aides d'État dans pratiquement tous les secteurs et elle tue pratiquement les secteurs équivalents européens. Nous devons voir comment nous allons réagir par rapport à cela. Est-ce que nous sommes dans un éboulement ? L'année dernière, la Chine a contribué à détruire des milliers d'emplois en Allemagne. Il faut réagir.

Comment réagir ? Eh bien, il faut une réglementation pour protéger les secteurs clés. Et il s'agira aussi de protéger nos démocraties. Ce que nous voulons faire, par exemple, par rapport aux réseaux sociaux pour les jeunes, les enfants et les adolescents, ça, c'est quelque chose que nous devons faire. Et ça, c'est quelque chose qu'il faudra faire aussi pour la compétitivité. Oui, il faut restaurer un terrain de jeu égal. Il faut une concurrence loyale. À chaque fois que la concurrence devient déloyale, eh bien, à ce moment-là, il faut protéger notre économie.

Et puis, je dois dire que la protection, ce n'est pas le protectionnisme. Moi, je suis tout à fait en faveur du libre-échange, mais nous n'en sommes plus là. Il y a d'un côté une surproduction, une surcapacité et une aide extrême du côté de la Chine. Nous avons un protectionnisme du côté des États-Unis. Non, nous devons nous protéger. Voyons ce que fait la Chine sur les minéraux critiques, par exemple, et les terres rares, ils reprennent un grand nombre de ces capacités. Ils mettent à mal la concurrence.

Lorsqu'il y a encore des concurrents, ils créent des conditions de dumping pour justement mettre à mal les concurrents. Et lorsque nous sommes très naïfs, eh bien, nos propres producteurs vont en Chine pour avoir de meilleures conditions, mais il faut un pourcentage minimal d'entreprises européennes. Autrement, nous n'allons pas pouvoir protéger notre autonomie stratégique. Nous le voyons bien dans le domaine de la sécurité, mais c'est aussi : l'industrie, l'agriculture, la technologie et les finances.

Journaliste

Pour clôturer cette partie sur l'économie, je voudrais vous poser cette question. Bon, nous avons parlé des marchés des capitaux. Toutes ces réformes, eh bien, pour certains, ils ont le sentiment, certains ont le sentiment que c'est quelque chose qui ne s'adresse qu'aux élites. Nous sommes dans un monde qui est très polarisé. Comment allez-vous les convaincre pour dire que ces objectifs que nous devons atteindre vont effectivement faire une différence dans leur vie quotidienne ?

[Intervention de M. Kyriákos MITSOTAKIS]

Journaliste

Monsieur le Président, que voyez-vous par rapport à cela ?

Emmanuel MACRON

Les marchés des capitaux, par exemple. Nous avons essayé de mettre en place une union bancaire depuis des années, mais c'est très, très important. Pourquoi ? En tant qu'Européens, nous avons davantage d'épargne que les Américains. C'est vrai. Mais cette épargne, en raison de nos réglementations, cela va financer les marchés des obligations, donc cela finance les dettes des États ou des entreprises, ou alors cette épargne va aux États-Unis pour financer les entreprises là-bas parce qu'ils ont un bon marché de capitaux.

Avoir un marché de capitaux fort en Europe, cela signifie avoir la capacité de mettre notre épargne au bon endroit pour financer l'innovation et la création d'activités. C'est ceci que nous devons expliquer. Et nous voulons tous avoir la meilleure innovation du monde, bien sûr. En même temps, nous voulons que ce soit abordable, nous voulons que ceci fasse partie du monde, nous voulons avoir de l'innovation et nous voulons être libres et indépendants. Si on achète des produits de l'autre bout du monde parce qu'ils avaient la capacité d'investir dans cette innovation, eh bien, on perd quelque chose.

Très clairement, il n'y a pas de raison que par rapport à ces sommes d'épargne que nous avons, il n'y a pas de raison que nous ne puissions pas les canaliser là où il le faut par rapport aux différents titres. Voilà ce qu'est l'enjeu du marché des capitaux. Pour ce faire, nous devons simplifier notre réglementation pour mettre en place, pour devenir, pour mettre en place de véritables acteurs européens. C'est la seule manière d'avancer. Et puis, une fois de plus, la simplification de la réglementation pour que cette épargne puisse être investie dans l'innovation et prendre des risques aussi.

Journaliste

Alors, nous avons une demi-heure pour couvrir différents sujets. Alors, inévitablement, nous allons parler de M. Trump. Trump dit que l'Europe est gâtée, qu'elle a sous-traité sa défense aux États-Unis. Alors, nous l'avons vu à Ormuz, l'Europe ne peut pas entreprendre d'action toute seule. Et même en Ukraine, s'il nous faut un engagement de la part de l'Europe, ceci ne peut pas se faire sans le soutien des États-Unis. Comment donc agir ?

Emmanuel MACRON

Nous ne devons pas sous-estimer le moment actuel. Nous avons en ce moment un président américain, un président russe et un président chinois qui sont tous contre l'Union européenne. Et donc, c'est l'occasion. Mais si nous ne croyons pas en nous-mêmes, qui va dire : mais vous êtes formidables ! Nous devons être un petit peu plus confiants. Et puis, je dois dire que je ne suis pas d'accord avec vous sur l'Ukraine, pour revenir sur cet exemple. Lorsque la guerre a commencé, en février 2022, il y avait énormément de scepticisme sur notre capacité à réagir.

Mais quels sont les faits ? Au premier jour, nous avons décidé deux sanctions contre la Russie à l'unanimité. Nous avons adopté ce paquet. Et l'économie russe en souffre, il ne faut pas croire les *fake news*, justement. Donc déjà, au premier jour, nous avons exprimé notre solidarité très claire vis-à-vis de l'Ukraine, dans un cadre très clair.

Nous ne voulons pas être impliqués dans ce conflit, parce que nous parlons aussi d'un pays d'une puissance nucléaire à nos portes, mais nous avons contribué à la résistance ukrainienne. Nous sommes l'investisseur le plus important. L'Ukraine résiste beaucoup mieux que ce que l'on attendait. Et quant à la capacité des Européens, on nous disait, voilà, il y a six mois, l'Ukraine va tout à fait s'effondrer pendant l'hiver. Eh bien, ils ont repris les territoires. Donc nous avons adopté des sanctions.

Nous sommes restés unis. Nous avons fourni beaucoup d'aide aux Ukrainiens sur les financements, les capacités dans d'autres domaines. Et pour la première fois, nous avons mis en place cette coalition des pays volontaires. Et ce n'est pas quelque chose qui va à l'encontre du soutien américain. Mais ce qu'il faut voir, c'est que cette coalition que nous avons lancée au mois de février de l'année dernière en tant que réaction à cet événement, cet incident à la Maison-Blanche avec le président Zelensky, ce que nous disons, c'est que nous voulons prendre nos décisions nous-mêmes. Ça, c'est quelque chose, d'ailleurs, que nous avons lancé avec le Royaume-Uni, mais nous avons également le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Japon. Donc ce n'est pas uniquement l'Union européenne, il y a également la Norvège et le Royaume-Uni, et c'est une création qui est très puissante.

En tant qu'Européens, nous mettons en place un cadre qui nous permet de mettre en place cette réaction. Alors, bien entendu, les relations avec les États-Unis sont très importantes, mais nous avons déjà pris un certain nombre de décisions, et ce que nous avons décidé au niveau français, par exemple, ne va pas à l'encontre de ce que veulent faire les États-Unis.

Journaliste

Alors, par exemple, Airbus, c'est un véritable succès. Pourquoi ne pouvons-nous pas, en Europe, travailler sur la prochaine génération d'*Eurofighters* ? Je sais que c'est quelque chose qui vous frustre beaucoup, mais quel est le problème ? Pourquoi il y a autant de retard, d'hésitation ?

[Intervention de M. Kyriákos MITSOTAKIS]

Emmanuel MACRON

Oui, nous devons dégager des résultats. Mais d'ailleurs, c'est quelque chose qui est tout à fait en cohérence par rapport à ce que nous disons depuis le début. Si l'on voit la concurrence mondiale, l'ordre mondial, eh bien, ce qu'il nous faut, c'est des normes communes et davantage de simplification. Tant qu'on a six ou sept ou huit fois plus de capacités, lorsque nous avons ces structures fragmentées, eh bien, nous ne pourrions pas être compétitifs vis-à-vis des États-Unis, donc il faut des fusions, il faut des approches différentes, mais nous devons aller au-delà des intérêts nationaux et des intérêts des entreprises, ça, c'est un intérêt stratégique global.

Pour moi, la défense et la sécurité, c'est un très bon exemple qui va permettre justement d'illustrer ce dont nous parlions tout à l'heure, avoir une autonomie stratégique. C'est quoi, cette autonomie stratégique ? C'est acheter européen, c'est produire européen.

C'est ce que nous avons fait avec les sous-marins. Vous avez décidé d'acheter des sous-marins français. Le *Kimon* est une fierté partagée. Nous allons voir cette frégate de près demain. Mais là aussi, c'est une coopération, parce que cela devrait progressivement être une production européenne. Et c'est au niveau européen que nous devons gérer cela.

Il y a de nombreux pays qui n'avaient pas d'industrie très forte, très puissante. On doit leur dire aux Coréens, par exemple, ou à d'autres, nous devons leur dire : vous devez acheter européen parce que cela vous permettra d'être plus indépendant, plus autonome, parce que quels que soient les choix des États-Unis, vous pourrez être sûr que vous disposerez encore de vos armes, de vos munitions, mais il faut créer aussi des possibilités industrielles. Et c'est précisément ce que nous sommes en train de faire. Et c'est cela, justement, la révolution que nous devons mener à l'échelle européenne. Parce que nous avons sous-estimé le fait qu'après la Deuxième Guerre mondiale, la défense et la sécurité n'étaient plus un sujet de préoccupation pour les Européens, ou même c'était un sujet tabou. Voilà. C'était un sujet national.

Nous n'étions pas censés coopérer au niveau européen et le grand fournisseur, c'était les États-Unis. Et ce qui est en train de changer progressivement, c'est que nous avons décidé d'avoir cette solidarité commune, ces programmes communs.

[Intervention de M. Kyriákos MITSOTAKIS]

Journaliste

Il est vrai que nous n'avons pas énormément de temps. Vous avez dit que l'OTAN est mort au niveau cérébral. Est-ce que vous pensez qu'il pourrait y avoir un OTAN européen ? À quoi est-ce que cela va ressembler ?

Emmanuel MACRON

Alors, en 2022, le Président Poutine nous a fait une piqûre de rappel, si vous voulez. Il est clair que l'OTAN est soumise à des pressions. Il est clair que les Européens devaient aussi assumer leur part du fardeau. Et effectivement, nous dépensons plus. Et puis, il y a, à l'article 5, ce qui a été proposé par le président américain, pas par les Européens, qui affaiblit l'alliance. Nous, nous sommes là pour l'interopérabilité de nos équipements, de nos armées, etc. Et c'est la source, justement, de son efficacité et c'est une bonne alliance stratégique qui nous est utile à nous tous. Mais je dois dire que je crois beaucoup au pilier européen de l'OTAN. Je l'ai déjà dit, je l'ai déjà défendu il y a des années, comme votre Premier ministre l'a dit.

Nous prenons, justement, l'autonomie stratégique, et voilà où nous en sommes. Et je pense que nous devons renforcer ce pilier européen. Nous ne devons pas affaiblir l'OTAN. Nous devons, bien entendu, préserver l'OTAN et son interopérabilité, mais les alliés européens doivent avoir une alliance plus forte et être prêts à agir. Par exemple, en mer Baltique, dans l'Arctique, vis-à-vis de la Russie, sur certaines questions de sécurité, en Ukraine, avec la coalition des pays volontaires. Ailleurs, par exemple, dans le détroit d'Ormuz, ce ne sont pas des opérations de l'OTAN, ce sont des opérations des Européens qui travaillent ensemble et qui mettent en place des solutions stratégiques communes. Donc, je pense que ce que nous créons c'est... Ce que nous sommes en train de créer, c'est le pilier européen de l'OTAN, et nous renforçons les capacités de défense de l'Europe.

Journaliste

Je pense qu'on aurait du mal à ne pas être d'accord avec vous, alors je vais essayer d'aborder une autre question. La Chine. On essaye de nous faire croire que l'Europe ne peut pas gérer la situation avec la Chine en dehors des États-Unis. Qu'en pensez-vous ?

Emmanuel MACRON

Moi, je suis en faveur d'une réduction du risque. Réduire le risque, ceci consiste à dire, lorsqu'il y a trop de dépendance, eh bien, nous devons y remédier, changer les modes de production, les lieux de production. Nous avons vis-à-vis de la Chine des dépendances énormes en ce moment par rapport à certaines matières critiques, par rapport à la technologie également. Et je pense que le programme que nous devrions avoir devant nous, c'est justement avoir une stratégie de réduction de risque.

Nous avons les mêmes valeurs que les États-Unis, pas les mêmes valeurs que la Chine, mais ce que nous devrions éviter, c'est de nous précipiter dans une politique de découplage vis-à-vis de la Chine. Sinon, nous allons donner l'impression que nous sommes un simple vassal des États-Unis, et ce n'est absolument pas là que réside notre avenir. Voilà pourquoi je suis vraiment en faveur de cette stratégie pour l'Europe de réduction de risque. C'est une stratégie sur 10 ans.

Nous avons besoin des préférences européennes. Nous devons mettre en place des clauses par rapport à certains secteurs lorsqu'il y a trop d'aide d'État, par exemple les véhicules électriques. Nous devons réengager le dialogue stratégique avec la Chine. Donc leur dire, nous ne croyons pas au système de tarifs, nous pensons que c'est une mauvaise idée. Mais nous devons résoudre les déséquilibres.

Il nous faut probablement davantage de transferts, davantage d'investissements pour les secteurs critiques dans lesquels nous pourrions travailler ensemble. Et donc, je pense que le fait de rééquilibrer et de réduire les risques, c'est quelque chose qui est tout à fait faisable au niveau européen. Nous allons rester, bien entendu, engagés par rapport aux Américains, mais sans devenir leur vassal.

[Intervention de M. Kyriákos MITSOTAKIS]

Journaliste

Monsieur le Premier ministre, désolé, nous allons en arriver aux dernières questions. Monsieur le Président, la différence entre le gouvernement Trump 1 et le gouvernement Trump 2. Vous semblez avoir une relation proche avec lui, avec bien entendu des hauts et des bas. Alors, à quel point est-ce difficile pour vous ?

Emmanuel MACRON

Écoutez, je prends ce que nos dirigeants donnent, c'est une philosophie que nous devons suivre. Bon, je connais Monsieur Trump très bien, c'est un caractère trempé. Mais, comme vous l'avez dit, nous devons être lucides vis-à-vis de la stratégie américaine. Et cela ne dépend pas uniquement du caractère et du comportement de Monsieur Trump. Et je dois dire que si les Américains ont décidé que leur priorité numéro un, c'est l'Amérique, l'Amérique d'abord, il a été élu pour cela. Il a été élu pour apporter des résultats dans ce domaine. Ensuite, la deuxième priorité, c'est la Chine. Mais, c'est Monsieur Obama qui a dit que je serais le premier président pacifique. Mais, c'est assez cohérent. Voyons ce qui a été fait en Afghanistan ou les autres décisions qui ont été prises. Ce n'était pas une approche pro-européenne. Bon, parfois, Monsieur Trump est plus explicite. Il peut être plus agressif sur le plan verbal, si vous voulez, mais ils ne mettent pas les intérêts européens dans leurs priorités. Voilà, c'est un fait. Mais, nous, en tant que dirigeants, nous ne sommes pas là pour commenter, réagir sur les tweets ou autres commentaires. Nous, nous sommes là pour défendre nos pays, notre continent. Ce que nous devons faire, c'est agir. Il faut, bien entendu, aller plus vite, c'est clair, pour renforcer notre indépendance. Ça, c'est vraiment mon obsession.

Journaliste

Donc, plus prévisible. Et donc, à ce moment-là, est-ce que Trump va reprendre les affaires courantes ?

Emmanuel MACRON

Moi, je pense que c'est un moment historique. Moi, je suis d'accord avec Kyriákos. On peut être en contact avec les États-Unis sur certains sujets parce que nous avons tout de même des liens historiques et certaines valeurs communes avec les États-Unis. J'espère que nous allons pouvoir trouver des solutions au niveau du G7 sur les matières critiques et les terres rares parce que nous avons des intérêts partagés par rapport aux surcapacités chinoises et par rapport au fait qu'ils ont pratiquement le monopole là-dessus. Et je pense véritablement que cette approche américaine va durer tout simplement. Et au cours du premier mandat, un grand nombre de pays européens voyaient le gouvernement américain et se disaient : « Bon, d'accord, cela va, de toute manière, un jour, se terminer, donc essayons de résister et attendons patiemment. » Mais nous voyons bien désormais que nous devons réagir, nous devons réagir en tant qu'Européens, nous devons être plus unis, nous devons défendre nos intérêts. Et je pense que nous allons dans la bonne direction.

Journaliste

Qu'en pensez-vous, Monsieur le Premier ministre ?

[Intervention de M. Kyriákos MITSOTAKIS]

Journaliste

Je vais vous poser encore une question concrète pour ensuite essayer de vous poser des questions pour conclure, si possible, de manière optimiste. Je lisais des mémoires qui disaient qu'il avait eu une rencontre avec Monsieur Giscard D'Estaing et qui lui disait : « Voilà, nous avons un voisin qui pose problème. Et que feriez-vous si vous aviez un tel voisin ? » Et je vous pose donc la même question.

Emmanuel MACRON

Eh bien, nous serions là si vous voyez ce que nous avons fait à l'été 2021, ce que nous avons fait avec Chypre, il y a quelques semaines. Et pour moi, c'est là, on touche à la définition de l'amitié, l'alliance franco-hellénique. Voilà, nous y sommes, c'est cela. L'alliance entre la Grèce et la France, c'est quelque chose de très simple. Lorsque vous allez vous coucher, vous n'allez pas vous demander ce que l'autre va faire le lendemain. Vous le savez, si votre souveraineté est mise en péril, eh bien, nous serons à vos côtés.

Journaliste

Vous avez dit que les dirigeants doivent avoir un esprit pratique. Je voudrais vous adresser à vous deux la question suivante. S'il y avait quelque chose à changer au niveau institutionnel, au niveau de la défense ou autre, au niveau de l'Union européenne, quel serait le résultat concret que nous aimerions avoir d'ici 5 ans, par exemple ? Monsieur Mitsotakis.

[Intervention de M. Kyriákos MITSOTAKIS]

Emmanuel MACRON

Puisque vous allez agir là-dessus, moi, je vais évoquer un autre sujet. Moi, je dirais l'IA et les contenus.

Journaliste

Parfois, nous vous imaginons, lorsque vous êtes dans les conseils, avoir des réunions informelles. On a l'impression que parfois, c'est presque une thérapie de groupe. Si nous imaginons que nous sommes en ce moment en thérapie de groupe, est-ce que vous pouvez nous donner un exemple de raison d'être optimiste pour l'Europe ?

Emmanuel MACRON

Eh bien, regardez-nous. Non, mais honnêtement, regardez ce que nous sommes parvenus à faire au cours des années passées, de la dernière décennie. Nous étions le continent où l'expertise, c'était la guerre civile. Pendant des siècles, nous avons toujours eu des guerres civiles. Et le projet initial, c'est la paix et la prospérité. Mais nous avons réussi cela. Nous n'aurons plus de guerre civile. Nous ne devons pas sous-estimer cela.

C'est une création qui est unique. C'est beaucoup plus compliqué. Alors, on a l'impression que c'est très lent, que c'est très compliqué, mais c'est une création dans laquelle 27 États travaillent ensemble, sans hégémonie, et nous avons préservé la paix sur notre continent. C'est quelque chose qui ne s'était jamais réalisé auparavant. Nous avons décidé de mettre en place le marché unique pour garantir la prospérité, nous l'avons fait.

Et maintenant, nous devons garantir notre existence géopolitique. Je dirais que c'est cela. Et donc, nous devons devenir une puissance. Pas uniquement un endroit de paix et d'économie, mais une puissance géopolitique. Mais nous avons écrit les premiers chapitres. Il n'y a aucune raison pour que nous ne soyons pas capables d'écrire les chapitres suivants. Nous devons être lucides.

Notre continent, notre union est quelque chose d'extraordinaire en termes de civilisation, en termes de force, en termes de capacité de gérer nos propres complexités. Et nous pouvons aller de l'avant en utilisant l'État tel qu'il est organisé aujourd'hui. Je vais le dire avec tout le respect de notre amitié, vous l'avez fait dans votre pays avec énormément de courage il y a 15 ans.

Donc, bien entendu, il faudra adopter des réformes qui seront peut-être douloureuses, il faudra envisager d'autres réformes, mais l'ampleur des réformes est quelque chose qui est tout à fait faisable. Nous sommes des démocraties, donc notre défi, c'est de convaincre nos concitoyens que c'est quelque chose qui relève de nos intérêts partagés. Et donc, cette traversée sur laquelle nous sommes engagés ensemble, c'est cela qui est important, justement. Merci.

[Intervention de M. Kyriákos MITSOTAKIS]

Journaliste

Merci. Monsieur Trump disait que le peuple vénézuélien l'adore. Si cela devait arriver, on pourrait vous dire que la Grèce serait là pour vous en tout état de cause.

Emmanuel MACRON

Merci, merci beaucoup.